le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 08 avril 2018 N° 443 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Une armée plus prompte à terroriser la population qu'à faire face aux groupes djihadistes

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali : Une armée plus prompte à terroriser la population qu'à faire face aux groupes djihadistes

Page 3
Sénégal : Multiplication de rapts d'enfants sur fond de rumeurs de sorcellerie

Page 5
Mauritanie : Le scandale des femmes vendues en esclavage

Page 5
Tchad : Victoire des travailleurs du secteur public !

Pages 6-7
Côte d'Ivoire : Gandour, les travailleurs se révoltent contre les conditions de travail

Page 9
France : Vive la révolte des cheminots

Pages 10

Monde: Il y a 50 ans Martin Luther King était assassiné

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial p.2

Mali

UNE ARMÉE PLUS PROMPTE À TERRORISER LA POPULATION QU'À FAIRE FACE AUX GROUPES DJIHADISTES

Le 25 mars dernier, un charnier contenant six cadavres a été mis à jour dans le village de Dogo au centre du Mali. D'après les témoignages récoltés par Amnesty International auprès des villageois, il s'agit de dépouilles de personnes arrêtées quelques jours plus tôt par l'armée malienne.

Cette découverte macabre n'est malheureusement qu'une partie infime des nombreux massacres perpétrés dans cette région où la population est prise en tenaille entre l'armée malienne et les groupes armés islamistes. Le nombre des victimes a considérablement augmenté en l'espace de quelques mois. Selon la Minusma (Mission de l'ONU au Mali) il y a eu « au moins 85 incidents majeurs violents et confrontations armées ayant occasionné au moins 180 victimes civiles, dont 15 femmes et 17 enfants » depuis le début de 2018.

Des associations peules accusent régulièrement le gouvernement de tolérer, voire d'encourager des « groupes de chasseurs traditionnels à commettre des exactions à l'encontre des habitants » dans certaines localités autour de Mopti. Même si le Premier ministre a récemment déclaré que « l'État ne sous-traite pas sa sécurité", il est connu que le gouvernement arme des milices (parfois dirigées par des cadres de l'armée déguisés en civils) pour commettre des crimes à l'encontre des habitants soupçonnés d'être hostiles à l'État.

Si dans de nombreuses régions du Mali, notamment au Nord et au Sud, des populations manifestent un sentiment d'hostilité envers les représentants de l'Etat malien, c'est parce que de tout temps ils se sont comportés comme des oppresseurs, des voleurs, des parasites et des corrompus. Le climat de guerre qui sévit depuis quelques années ne fait qu'exacerber ce sentiment, d'autant plus que le gouvernement ne fait rien pour apaiser les habitants, bien au contraire.

La récente décision du gouverneur de Mopti d'interdire toute circulation de motocyclistes et de pickups dans toute la région sous prétexte de lutte contre les organisations djihadistes ne fait qu'augmenter la colère des habitants. Plusieurs motos ont été saisies puis incendiées par l'armée ; les conducteurs ont été arrêtés alors qu'ils ne faisaient que transporter des vivres ou des marchandises desti-

nées à être vendues.

Que le gouvernement ne s'étonne pas dans ces conditions de ne pas avoir le soutien des habitants alors qu'il s'acharne à aggraver encore plus leurs conditions d'existence. Que les galonnés de l'armée malienne ne s'étonnent pas d'être considérés dans certaines régions comme des représentants d'une armée d'occupation et de racketteurs car c'est ce qu'ils sont véritablement.

Mali

LES POLITICIENS QUI PRÉTENDENT S'OPPOSER À IBK NE VALENT PAS MIEUX !

Alors que son gouvernement n'est pas en mesure d'assurer le déroulement du scrutin dans une grande partie du Nord et du Centre, le président malien, assuré de sortir vainqueur, a fixé la tenue du premier tour de l'élection présidentielle pour le 29 juillet prochain.

Face à lui, il aura peut-être un ou plusieurs candidats se réclamant de « l'opposition ». Rien n'a été décidé à ce jour car ils sont en train de négocier entre eux pour savoir s'ils proposent une candidature unique ou s'ils y vont séparément.

Certains d'entre eux sont sortis de la mangeoire gouvernementale tout récemment et prétendent avoir découvert des « divergences » avec le président IBK. Ils ont encore la bouche pleine, n'ont pas eu le temps d'essuyer les traces laissées par leurs dernières ripailles avec le pouvoir et les voilà devenus subitement des opposants ! Rien ne les distingue les uns des autres ; on croirait avoir affaire à des clones sortis du même moule. Chacun à son plan pour éradiquer la corruption, le chômage ; chacun dit qu'avec lui le pays sera mieux gouverné, que la paix sera de retour, etc.

Parmi eux, il y a des anciens Premiers ministres, ministres, un homme d'affaires, y compris un ancien général qui veut tenter d'utiliser en sa faveur le sentiment de malaise qui se fait jour depuis quelques mois au sein de l'armée.

Choisir entre IBK et un de ces opposants ce serait choisir d'être mangé par un caïman ou un alligator.

Sénégal

MULTIPLICATION DE RAPTS D'ENFANTS SUR FOND DE RUMEURS DE SORCELLERIE

Depuis le mois de février le nombre d'enlèvements et de meurtres d'enfants a fortement augmenté au Sénégal. Les parents ne se sentent pas rassurés par la protection de la police dont les dirigeants ont tendance à minimiser le nombre de ces actes de violence en mettant l'accent sur l'effet de « psychose » ou de « fausses alertes ». Du coup, dans de nombreux quartiers populaires, ce sont les habitants qui s'organisent comme ils peuvent en désignant des « groupes de vigilances » pour surveiller les enfants du quartier.

Le dernier enlèvement survenu à Dakar le 22 mars (qui a heureusement échoué) a provoqué une colère et une plus grande mobilisation au sein de la population. Une

manifestation a été organisée deux jours après dans le quartier de Médina à Dakar. Il y a eu environ 500 personnes. Des parents sont venus avec leurs enfants portant des pancartes dénonçant des rapts.

Sentant le vent de la colère, le président Macky Sall a réagi dès le lendemain en admettant qu'il y a bien « une vague d'assassinats et de rapts d'enfants » dans le pays et que la police devrait faire plus d'efforts pour traquer les malfaiteurs. Cela va-t-il mettre fin à ces actes ? Rien n'est moins sûr. En tout cas de nombreux parents ne font pas confiance à l'efficacité de la police.

Manifestation de parents et d'enfants à Dakar le 24 mars 2018

Qu'est-ce qui explique la multiplication de ces actes un peu partout à Dakar et ses environs mais aussi dans certaines villes à l'intérieur du pays ? Les rumeurs, relayées par les réseaux sociaux et les journaux friands de faits-divers macabres, vont bon train. Certains disent qu'à l'approche des élections importantes comme les présidentielles, les rites sacrificiels auxquels s'adonnent les politiciens à la recherche d'un pouvoir magique, s'accompagnent souvent d'enlèvement et de meurtres d'enfants. C'est en tout cas la version de l'une des organisatrices de la manifestation du 24 mars. « Ces actes, dit-elle, nous font penser à des sacrifices, mais nous devons d'abord attendre les résultats des autopsies, ensuite on verra ce que les autorités nous diront ».

Ce n'est pas la première fois que ce genre de sacrifices rituels a lieu dans des pays africains. Tout dernièrement en Côte d'Ivoire il y a eu un meurtre similaire sur un enfant de quatre ans. Dans certains endroits ce sont des albinos qui en sont les victimes, dans d'autres, des jumeaux ou des enfants ayant certains traits auxquels des sorciers attribuent des vertus particulières.

On ne peut pas attendre des dirigeants actuels des Etats africains qu'ils mettent fin a ces pratiques héritées des temps anciens car la plupart d'entre eux s'y adonnent. Chacun a son sorcier, son marabout, son pasteur ou son gourou tropical pour le protéger des « mauvaises ondes ». La plupart de ceux qui se définissent comme des élites et qui ont accès aux grands médias ne valent pas mieux. Ils ont beau avoir fait des études scientifiques qui permettent d'expliquer rationnellement les phénomènes naturels mais ils s'inclinent devant la sorcellerie et croient encore aux « mangeurs d'âmes », aux faiseurs de pluies et autres fariboles.

La persistance de ces pratiques ancestrales jusqu'à nos jours illustre surtout le pourrissement de la société capitaliste et le retard de la révolution prolétarienne mondiale, seule capable d'apporter un véritable progrès social et culturel à la grande majorité de la population et d'éradiquer les obscurantismes hérités du passé lointain.

Mauritanie

LE SCANDALE DES FEMMES VENDUES EN ESCLAVAGE

Au mois de mars dernier en Arabie Saoudite, une jeune femme mauritanienne s'est révoltée contre ses employeurs. Elle était maltraitée, battue ; on la faisait travailler 20 heures par jour et elle n'avait pas le droit de sortir. À la suite de sa révolte, elle a été jetée à la rue comme une malpropre. Heureusement, elle a été recueillie par une femme au courant de ce genre d'exploitation.

Elle a pu par la suite contacter ses parents en Mauritanie et leur raconter les sévices subis. C'est comme cela que son histoire a été entendue par d'autres personnes.

Cette situation n'est cependant pas nouvelle en Arabie Saoudite. Les autorités de ce pays ont des relations privilégiées avec certains pays dont la Mauritanie. C'est ainsi que des centaines de jeunes femmes sont vendues comme esclaves à des Saoudiens avec la complicité des autorités mauritaniennes. Aux familles, on promet que leurs filles seront bien accueillies, qu'elles pourront être éduquées tout en travaillant à des tâches ménagères. Devant ce rêve d'un avenir meilleur pour leurs filles, de nombreuses familles pauvres se font piéger car elles n'ont aucune idée de la réalité que vivront ces jeunes en quittant la Mauritanie. C'est une situation révoltante. Ces jeunes femmes sont férocement exploitées, opprimées et parfois violées par les maîtres de maison.

Ce n'est pas un hasard si ces jeunes sont majoritairement des Harratines, issues des descendants d'esclaves. Ils sont toujours considérés comme tels par une majeure partie de la classe dirigeante de ce pays bien que l'esclavage soit officiellement aboli depuis 1981. En 2007 sous la pression internationale, la Mauritanie a été contrainte d'inscrire cette pratique très répandue comme un « crime contre l'humanité ». Quelques personnes ayant des esclaves ont été réprimandées avec de très brefs séjours en prison. Mais aucun maître n'a encore été condamné sérieusement. Ceux qui sont condamnés et emprisonnés, ce sont surtout les militants anti-esclavagistes qui osent protester ouvertement contre cette pratique en mettant au grand jour ce que les autorités veulent cacher.

Les dirigeants des pays occidentaux qui n'ont à la bouche que leurs discours hypocrites sur les « droits de l'homme » ou sur la « démocratie » connaissent parfaitement la réalité de ce qui se passe dans ces pays où l'on bafoue quotidiennement la dignité humaine, mais les liens d'amitié qu'ils entretiennent avec ces dictatures sont déterminés avant tout par les milliards que cela rapporte à leurs capitalistes.

Tchad

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC !

Les travailleurs du secteur public, en grève depuis sept semaines pour protester contre les coupes claires sur les salaires de janvier sous prétexte de la crise, ont fait plier le gouvernement. Par un accord conclu le 14 mars dernier entre les centrales syndicales et le gouvernement, ce dernier s'est notamment engagé à verser le salaire du mois de février, à rembourser les salaires coupés en janvier et à payer les jours de grève. En contrepartie, les centrales syndicales ont appelé à la reprise du travail.

Pour le porte-parole de la plateforme syndicale revendicative (qui regroupe plusieurs syndicats), cet accord est un motif

suffisant pour reprendre le travail car, argumente-t-il : « *Le gouvernement, qui a pris l'engagement de refuser de payer le salaire, est revenu sur sa décision* ».

Des fonctionnaires et agents de l'État devant un local syndical à Ndjaména en mars dernier

Cependant certains grévistes ne sont pas d'accord et décident de poursuivre la grève tant qu'ils ne sont pas certains que ce que le gouvernement a cédé en paroles soit réellement traduit en actes vérifiables.

Rappelons ce qui a obligé les travailleurs à entamer une si longue grève. Le dictateur Idriss Deby, poussé principalement par le FMI et la Banque mondiale, à réduire chaque année la masse salariale de 30 milliards de francs CFA (condition sine qua non pour bénéficier de nouvelles aides), a fait annoncer, début janvier, la réduction drastique des salaires de tous les fonctionnaires et des agents de l'État.

Cette annonce a provoqué une levée de boucliers des syndicats, des partis politiques de l'opposition et de certaines associations. Plusieurs manifestations de protestations ont eu lieu sur tout le territoire, en particulier à Ndjamena et à Moundou, la capitale économique et deuxième ville du pays. Les manifestants réclamaient l'abandon pur et simple de cette nouvelle mesure d'austérité.

Devant cette fronde des syndicats, devant les grèves à répétition et les manifestations de rue, le gouvernement a fait marche arrière en annonçant le 10 janvier le retrait de la mesure de réduction des salaires.

Mais il n'a pas tenu sa parole. Contrairement à sa promesse de ne pas toucher aux salaires, les fonctionnaires et les agents de la fonction publique ont eu la désagréable surprise de constater que leurs salaires avaient été amputés car les primes et les indemnités n'ont pas été versées.

Alors cette fois, les travailleurs ont refusé de se laisser duper une deuxième fois. Certes les syndicats ont appelé à la reprise mais deux jours après cet appel, force est de constater que la grève a continué. La plupart des travailleurs ont dit : «*Tant que les salaires ne sont pas payés, pas question de reprendre le travail* ».

C'est lorsque, sur les fiches de paie, le salaire de février a été payé, les coupes claires sur les salaires rétablies et les jours de grève pris en compte que le travail a repris effectivement

Seule la lutte paie !

Côte d'Ivoire

GANDOUR : LES TRAVAILLEURS SE RÉVOLTENT CONTRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les travailleurs journaliers de Gandour, une entreprise de cosmétique située dans la zone industrielle de Yopougon, sont entrés en grève le 23 mars suite au renvoi de 8 de leurs collègues. Ils réclament leur réintégration, une augmentation conséquente des salaires, de meilleures conditions de travail, le respect et la dignité.

À Gandour, les conditions de travail sont très mauvaises. Les ouvriers sont expo-

sés à des produits chimiques à forte concentration comme le mercure, l'hydroquinone, le clobetazole, etc. En guise de tenue de travail, ces travailleurs journaliers n'ont que des gilets. Il n'y a ni gant, ni chaussure de sécurité, ni de masque de protection adéquate. En cas de maladie, comme c'est le cas souvent, l'ouvrier est livré à lui-même.

Les cadences sont infernales et augmentent sans cesse. Gare aux erreurs dans la production. Quand ça arrive, les sanctions tombent immédiatement et très souvent, c'est le renvoi. Ainsi, cette menace plane à tout moment.

De plus, les travailleurs doivent supporter les caprices de certains petits chefs qui se croient tout permis.

Lorsque la grève s'est déclenchée à la section du parfum, le patron a affiché son mépris habituel. Sauf que ce jour-là il ne se doutait pas encore que la colère des travailleurs allait lui exploser au visage. Dès la pause, la nouvelle du licenciement s'est repandue comme une trainée de poudre. C'était la goutte d'eau de trop ! Les travailleurs des autres sections, excédés qu'ils étaient par leurs conditions de travail déplorables et toutes les humiliations qu'ils subissent tout le temps, se sont lancés à leur tour dans la grève.

Le patron, plutôt que de chercher à résoudre le problème, a fait appel à la police qui est arrivée aussitôt. Celle-ci a intimé l'ordre aux travailleurs de reprendre le travail sous prétexte que leur grève est illégale car déclenchée sans préavis. Malgré les menaces, la grève a continué. Le patron, faisant mine de reculer, a demandé aux travailleurs de revenir le lundi suivant et qu'il réintègrerait les travailleurs licenciés.

Mais le lundi, ils se sont rendu compte de la duplicité de ce dernier qui, loin d'avoir réglé les problèmes, a mis tout le monde à la porte et fait un nouveau recrutement. En réponse, les travailleurs ont bloqué la voie qui passe devant l'entreprise. Ils ont brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire par exemple « trop c'est trop » ou encore « journaliers de N P Gandour déterminés plus que jamais à persister dans cette lutte ! ». Finalement le patron a repris quelques travailleurs et a laissé les autres sur le carreau. Là encore, il s'est heurté à la solidarité entre travailleurs. La reprise du travail n'a pas eu lieu. Les manifestations ont repris de plus belle, allant en s'amplifiant.

Voyant le risque que cette grève prenne de l'ampleur et s'étende à d'autres secteurs, la police a chargé les grévistes et il s'en est suivi une scène de course poursuite. Une vingtaine de travailleurs ont été arrêtés et jetés en prison dont le porte-parole des grévistes.

Aujourd'hui, le travail reprend timidement. Le patron pense avoir gagné la partie. Mais tôt ou tard, les mêmes problèmes provoqueront les mêmes effets. D'ici là, les travailleurs de Gandour ont du temps pour renforcer leur organisation en prenant notamment attache avec les travailleurs des entreprises environnantes où les conditions de travail sont les mêmes.

Côte d'Ivoire

PRODUCTION DE CACAO : CE SONT LES RICHES QUI EMPOCHENT !

Le ministre de l'Agriculture a tenu une conférence sur le cacao au dernier Salon international de l'agriculture à Paris. Il a indiqué que les producteurs de cacao ne récoltent finalement que 2% des revenus tirés de ce produit, tandis que l'Etat en récupère environ 6%. Tout le reste va donc dans la poche des capitalistes : les Nestlé, Cargill, Barry Callebaut, etc.

En somme, les ouvriers agricoles et les petits paysans sont dans la même situation que les travailleurs des villes. Ce sont eux qui produisent les richesses mais ce sont les capitalistes qui en profitent. Ils laissent quelques miettes à leurs valets locaux pour qu'ils tiennent la chicotte contre les travailleurs et les paysans pauvres en cas de révolte !

Congo

LES TOURBIÈRES ET LES PROFITS CAPITALISTES EN PERSPECTIVE !

La télévision française a récemment fait un reportage sur la découverte d'une immense tourbière sur les rives du fleuve Congo. L'éventuelle exploitation industrielle de cette tourbière menace gravement les populations vivant dans cette zone. Les grandes firmes internationales qui ont déjà la mainmise sur le pétrole, le gaz, les schistes bitumeux, les forêts et bien d'autres richesses du sol et du sous-sol à travers la planète, rivalisent d'intérêt pour l'exploitation de cette tourbière.

En réalité c'est depuis belle lurette que ces multinationales ainsi que les grandes puissances qui les bichonnent, connaissaient l'existence de ces tourbières riches en carbone c'est-à-dire en énergie fossile susceptible d'être commercialisable. C'est l'ONG Greenpeace, censée œuvrer pour la défense de l'environnement, qui le révèle. Cette organisation pointe le doigt surtout sur des entreprises chinoises qui rêvent comme ses concurrentes des pays occidentaux de mettre la main sur ces richesses quitte à ravager le pays et mettre les populations locales sous la coupe des seigneurs de guerres.

Quant à Joseph Kabila et à Sassou Nguesso qui dirigent respectivement chacun des deux pays qui bordent ce grand fleuve parmi les plus grands d'Afrique et du monde, ce ne sont que des marionnettes tellement veules et corrompues, qu'ils n'ont rien à refuser aux capitalistes. Ils n'ont aucun scrupule à remplir leurs coffres-forts avec les gracieux dessous de table et autres pots de vins, en contrepartie des concessions qu'ils cèdent aux uns comme aux autres.

Finalement même s'ils prétendent défendre les intérêts de ces pays, ce que subissent les travailleurs et toutes les populations pauvres, est le cadet de leurs soucis. Même exploitées, les tourbières n'apporteront aucune amélioration pour l'écrasante majorité de la population.

France

Il y a quelques semaines les travailleurs de la fonction publique ont manifesté pour protester contre les mesures prises par Macron et son gouvernement à leur encontre, notamment contre les cheminots. Ceux-ci ont riposté par une série de grèves. Nous soutenons leur lutte et nous reproduisons l'éditorial du journal hebdomadaire du 6 avril 2018 de nos camarades de Lutte ouvrière.

VIVE LA GRÈVE DES CHEMINOTS !

Avec, en moyenne, un train sur huit ou dix prévu les 3 et 4 avril, la grève des cheminots s'annonce massive. Agents de conduite, aiguilleurs, contrôleurs, guichetiers, travailleurs des ateliers ou des voies… la mobilisation touche tous les métiers du chemin de fer, cadres compris.

N'en déplaise aux commentateurs qui ont passé des semaines à démontrer par A plus B qu'une grève comme celle de 1995 n'était plus possible à la SNCF, les cheminots n'ont rien perdu de leur combativité et de leur détermination. Ils ne se laisseront pas faire, et ils ont mille fois raison.

Dans cette jungle qu'est la société capitaliste, on ne se fait respecter qu'en montrant sa force. Avoir confiance dans ses forces et se battre collectivement, voilà ce qui manque au monde du travail depuis des décennies. Eh bien, en engageant le combat, les cheminots montrent la voie pour tous les travailleurs !

Le gouvernement parle de reprise, les profits battent des records, les fortunes de quelques-uns atteignent des sommets, pourquoi les travailleurs devraient-ils accepter les licenciements, le blocage des salaires ou le recul de leurs droits à la retraite ? Pourquoi se résigner à toujours plus de précarité ?

Le projet du gouvernement pour le ferroviaire n'est ni plus ni moins qu'un cadeau supplémentaire au grand capital et une attaque contre le monde du travail. C'est non seulement la liquidation des droits des cheminots, mais c'est aussi la liquidation de ce qui reste de service public à la SNCF.

Alors oui, en défendant leur statut, les cheminots défendent aussi la sécurité de leur emploi, leur salaire et leur retraite. Exactement comme le font aujourd'hui les salariés d'Air France. Comme l'ont fait, ce week-end, les salariés de Carrefour qui s'opposent aux licenciements et au mépris de leur patron. Ou, comme l'ont fait, le 22 mars, les salariés de la fonction publique en même temps que les cheminots.

Il faut être solidaire de cette grève, malgré les complications qu'elle provoque. Avant de la commencer, les cheminots ont dû faire face à une campagne grossière de dénigrement. Avec les usagers en galère, celle-ci va redoubler d'intensité. Lors de la mobilisation contre la loi El Khomri, en 2016, le gouvernement socialiste avait fait feu de tout bois contre les grévistes des raffineries et de la SNCF. Ils avaient été accusés de prendre le pays en otage, de manquer de solidarité vis-à-vis des sinistrés des inondations et même de vouloir saboter l'Euro de football !

Cela va recommencer. Ce sont des travailleurs qui auront droit aux accusations d'égoïsme et de corporatisme, alors que la rapacité de la bourgeoisie s'abat comme jamais sur le monde du travail.

Carlos Tavares, le PDG de PSA, a encaissé la prime exceptionnelle d'un million d'euros pour le rachat d'Opel, quand, pour les ouvriers, c'est le blocage des salaires. Avant de la relever, Carrefour avait osé fixer à 57 € la prime de participation, alors que les actionnaires se partagent 356 millions d'euros ! Quant à Whirlpool, il avait proposé un sèche-linge pour solde de tout compte aux salariés dont il se débarrasse. Aucun ministre, ne s'en est offusqué !

Alors, ne nous laissons pas abuser. Cette grève va certes engendrer nombre de difficultés pour tout un chacun. Mais nous sommes aussi des travailleurs, et notre intérêt est que cette grève réussisse, se développe et soit victorieuse.

Cela fait des décennies que nous sommes attaqués, les uns après les autres, entreprise par entreprise. C'est vrai dans le privé comme dans le public. Depuis qu'il est au pouvoir, Macron en a rajouté, en multipliant les mesures anti-ouvrières. Casse du code du travail, facilités pour licencier, baisse des APL et des emplois aidés, augmentation de la CSG, contrôle renforcé des chômeurs… Jusqu'à présent, il n'a pas rencontré d'opposition massive. Aujourd'hui, les cheminots sont prêts à se battre et cela peut changer la donne.

Si cette grève se renforce et trouve l'appui du monde du travail, oui, les cheminots peuvent infliger le premier revers au gouvernement Macron.

Et cette victoire en serait une pour nous tous. Elle mettrait un coup d'arrêt à l'offensive gouvernementale. Elle ferait ravaler leur morgue à ces notables qui nous dirigent et elle redonnerait confiance à tous les travailleurs pour se faire respecter.

Alors, disons-le haut et fort : la grève des cheminots est aussi la nôtre. Défendons-la, soutenons-la. Ensemble, avec les cheminots, nous pouvons faire reculer Macron et son gouvernement.

Monde

IL Y A 50 ANS MARTIN LUTHER KING ÉTAIT ASSASSINÉ

Washington, août 1963 : Martin Luther King au Mémorial de Lincoln où il a prononcé son fameux discours «I have a dream »

Le 4 avril dernier, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées dans la ville de Memphis aux Etats-Unis pour rendre hommage à Martin Luther King, là où 50 ans plus tôt (le 4 avril 1968) il fut assassiné par un ségrégationniste blanc. Il était venu dans cette ville pour soutenir les éboueurs noirs en grève. Ironie du sort, ce partisan de la « *non violence* » a pourtant été victime de la «*violence* ». Sa mort à 39 ans avait déclenché des émeutes dans plusieurs grandes villes américaines.

Martin Luther King luttait pour la justice et l'égalité des droits entre Blancs et Noirs. C'était un fervent militant de la lutte pacifique ; il admirait Gandhi, son idole. En partisan de la non-violence, il voulait faire pression sur les dirigeants américains pour que des lois soient votées afin de mettre fin à la ségrégation, et que l'État fédéral contraigne les autorités locales, notamment celles du Sud, à les appliquer. Pour cela, il encourageait les Noirs à se dresser pour leurs droits partout, et pas seulement dans les tribunaux.

L'occasion lui était donnée de populariser son combat. Le 1er décembre 1955, à Montgomery dans l'Alabama, une afro-américaine, Rosa Parks refusa de céder sa place à un passager blanc dans un autobus. Arrêtée par la police et jugée, elle s'était vu infliger une amende de 15 dollars.

Martin Luther King, alors jeune pasteur âgé de 26 ans, avec le concours de Ralph Abernathy, également pasteur, lança une campagne de protestation et de boycott contre la compagnie de bus qui dura 380 jours. Le 13 novembre 1956, la Cour suprême des États-Unis interdit la ségrégation dans les bus.

Martin Luther King fut aussi l'un des organisateurs de la marche sur Washington de 1963, « *marche pour l'emploi et la liberté*», au terme de laquelle il avait prononcé son célèbre discours « *I have a dream* » devant 250.000 manifestants. Il rêvait d'une Amérique non ségrégationniste où les Blancs comme les Noirs jouiraient des mêmes droits dans la justice et la paix.

Mais une partie de la jeunesse noire ne croyait plus aux manifestations pacifistes. Elle se tournait vers les mouvements plus radicaux noirs comme celui de Malcom X qui invitait les Noirs à lutter « par tous les moyens » ou des Blacks Panthers qui prônaient le pouvoir noir (Black power).

Grâce à tous ces combats dont Martin Luther King a été un des acteurs majeurs, les lois ségrégationnistes ont été abolies mais l'oppression sociale subie par la majorité des Noirs n'a pas disparu, ni la violence raciste des policiers qui continuent régulièrement de tuer des Noirs en toute impunité. Les inégalités sociales (le chômage par exemple frappe plus durement la classe ouvrière noire) ne pourront vraiment disparaître que dans le cadre d'un combat de toute la classe ouvrière américaine, toutes origines confondues, contre le capitalisme.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.